

OUVERTURE DU FORUM DE PARTENARIAT ALGÉRO-FRANÇAIS

Investir davantage, créer des emplois
et penser à l'avenir

D'avantage d'investissements, soutien à la création d'emploi en Algérie et une vision tournée vers l'avenir et «non dans le rétroviseur». C'est ainsi que l'on pourrait traduire l'état d'esprit des représentants de l'establishment économique français, hôtes actuellement de l'Algérie et soucieux de retrouver une part de marché érodée.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Une grande première. Le Forum de partenariat Algérie-France, ouvert hier à l'hôtel Hilton et qui sera clôturé aujourd'hui, l'est assurément. Tant par la qualité des participants que par la volonté affichée mutuellement d'aller de l'avant dans le renforcement du partenariat économique algéro-français.

Réunies sous un immense chapiteau, 160 entreprises françaises et 500 entreprises algériennes, de divers secteurs d'activité, se sont donné rendez-vous en séance plénière, en présence de représentants d'importance des deux exécutifs et sous l'égide de l'Agence française pour le développement international des entreprises Ubifrance.

Donnant, hier matin, le là à cette manifestation, le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur, Pierre Lellouche, a affirmé la disponibilité de son pays à accompagner l'Algérie en termes de transfert de savoir, implication dans la création d'emploi et le développement des capacités d'exportation des PME algériennes dans le cadre de la relance du programme d'appui Optimexport.

Dans la mesure, selon cet officiel français, où l'Algérie ne peut faire l'impasse sur les investissements étrangers mais doit garantir la stabilité et la clarté de son cadre réglementaire et assumer sa responsabilité de puissance régionale, dans une appréciation géopolitique. Voir, le représentant de l'exécutif français a appe-

lé à ne pas regarder dans le rétroviseur, car «ceux qui regardent dans le rétroviseur se trompent», mais à penser à l'avenir, et à ceux qui sont nés après 1962.

Et d'autant que la France pâtit, selon Pierre Lellouche, de l'érosion de sa part de marché, passée de 25 à 15%, talonnée par la forte concurrence chinoise.

Autre représentant français à relever la volonté d'aller de l'avant et satisfait de l'évolution du climat entrepreneurial en Algérie, l'ancien Premier ministre et vice-président du Sénat, Jean-Pierre Raffarin, a exprimé également «la main tendue» de la France à accompagner la création d'emploi localement, le développement durable de filières d'intégration industrielle et économique.

Hôtes algériens, les ministres du Commerce, de l'Industrie, la PME et la Promotion de l'investissement, Mustapha Benbada et Mohamed Benmeradi ont formulé une appréciation favorable à l'afflux d'investissement mais tendue par une double logique. Celle, selon le ministre du Commerce, de développer notamment un partenariat durable qui dépasse la dimension commerciale et développe le transfert de savoir-faire, et celle selon le ministre de l'Industrie de consolider l'économie domestique, le tissu de PME et la création d'emploi.

Ouvert hier matin en séance plénière, le Forum s'est poursuivi durant l'après-midi, et aujourd'hui lors d'ateliers – débats consacrés aux problématiques du partena-



Photo : New Press

riat public-privé, des ressources humaines et transferts de savoir-faire ainsi que de l'innovation. Egalement, des rencontres bilatérales, plus de 4 000 rendez-vous B2B, sont programmés entre les entreprises des deux pays. En notant que le climat d'affaires

actuel en Algérie ne semble pas constituer un facteur contraignant pour les investisseurs français présents.

En parallèle, les discussions sur certains projets de partenariat notamment le dossier Renault se poursuivaient, sous l'égide d'un

comité de suivi co-présidé par Mohamed Benmeradi et Jean-Pierre Raffarin et qui a abouti à des résultats positifs. De même, des accords dans le domaine assurantiel, industrie du verre et des Tic sont prévus à la signature.

C. B.

RÉVISION DU CALENDRIER DE DÉMANTÈLEMENT TARIFAIRE

L'Algérie et l'Union européenne s'accordent sur les produits industriels

L'Algérie et l'Union européenne semblent avoir trouvé un terrain d'entente concernant la révision de l'Accord d'association. C'est ce que le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, a laissé entendre hier, en marge du Forum de partenariat algéro-français. Sous l'égide du Conseil d'association, réuni à Bruxelles le 21 juin prochain pour débattre du report de la date de démantèlement tarifaire de 2017 à

2020, les deux parties devraient s'accorder concernant les produits industriels. Toutefois, des divergences persistent encore concernant les contingents des produits agricoles. A ce propos, Mustapha Benbada a indiqué que les discussions se poursuivent à Alger en vue d'aplanir les divergences.

C. B.

CONSULTATIONS POLITIQUES

Ali Boukhezna (MEN) piège Bensalah

Ali Boukhezna, le secrétaire général du Mouvement de l'entente nationale (MEN), se serait rendu aux consultations politiques menées par Bensalah et ses deux assessseurs, le général Touati et l'ancien ministre Boughazi, accompagné de personnes qui n'auraient aucune relation organique, ni fonction au sein du parti.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Il devait mieux se porter hiberné que sorti sous les feux de la rampe ce Ali Boukhezna à qui des membres du comité central du parti reprochent de s'être fait accompagner mercredi dernier chez Bensalah par une délégation de personnes étrangères au MEN.

L'accusation lui a été portée de vive voix hier, à l'hôtel Safir, par une douzaine de membres du comité central du parti.

En effet, au moment où Ali Boukhezna s'apprêtait à discourir devant une assistance bigarrée, prétendument composée de cadres du parti mais parmi laquel-

le se trouvaient des jeunes pas encore sortis de l'adolescence, les membres du comité central se levèrent et lui dirent leurs «vérités» en face : «Aucun des 120 membres du comité central du parti n'est présent dans cette salle.

Ces personnes présentes et présentées comme des cadres du parti sont étrangères au MEN», accusèrent-ils, ajoutant : «La délégation qui vous a accompagné mercredi à la présidence de la République est composée de gens qui n'ont aucune relation avec le parti.»

Cette accusation commise, les membres du comité central quittè-



Photo : DR.

rent la salle de conférences. L'assistance, bizarrement, est restée sans réagir, comme totalement indifférente à ce qui venait de se produire.

Visiblement déconcerté par une telle sortie de ses adversaires, Ali Boukhezna reprit son discours avec peine. «Ce sont

des gens exclus du parti», tenta-t-il de justifier. Dehors, les membres du comité central distribuèrent à la presse un communiqué dans lequel ils consignent la dénonciation de l'usurpation dont Ali Boukhezna se serait rendu coupable.

Sûrs d'eux-mêmes, les contes-

tataires disent mettre au défi le ministère de l'Intérieur de vérifier les qualités et fonctions des personnes qui ont accompagné Ali Boukhezna chez Bensalah.

«On a été surpris de découvrir le mercredi 25 mai à la télévision Ali Boukhezna sortir des consultations politiques accompagné d'une délégation qui ne contient aucun membre du bureau politique ni encore du comité central du parti», est-il noté dans le communiqué.

Les membres du comité central du MEN attestent également dans leur communiqué que «depuis le 6 février 2009, date de la tenue du congrès, ni le bureau politique ni le comité central du parti ne se sont réunis».

Evident donc que les structures du parti ignorent ce qu'a pu dire Ali Boukhezna à l'instance présidée par Bensalah.

S. A. I.